

KIGALI, L'ENFER DE L'EGLISE SAINTE-FAMILLE

RWANDA

Ils sont près de 5 000 entassés dans l'église Sainte-famille et la paroisse Saint-Paul à Kigali. Réfugiés tutsis, ils redoutent chaque jour les rafles des miliciens hutus, qui, mardi déjà, ont emmené puis exécuté une cinquantaine d'hommes. Hier, un responsable de l'ONU a pu les rencontrer. Témoignages.

Kigali a encore été hier le théâtre de nombreux bombardements et de tirs d'armes automatiques, malgré le cessez-le-feu signé mercredi à Tunis. A la suite des déclarations d'Alain Juppé sur une éventuelle intervention française au Rwanda, les rebelles du FPR ont affirmé hier que cela «ne ferait qu'aggraver la situation».

Kigali, envoyé spécial

Derrière un maigre banc en guise de barrage, le milicien reste immobile. Les cinq voitures et le blindé frappés du sigle des Nations unies ne semblent pas l'impressionner. Armé d'un vieux fusil et vêtu d'une vague combinaison kaki, il a tout juste redressé la tête pour indiquer son refus. A ses côtés, un enfant de cinq ans en guenilles, une scie à la main, semble rire de cet affront. Dans un des véhicules, le général ghanéen Henry Anyidoho, le chef d'état-major adjoint de la Mission des Nations unies d'assistance au Rwanda (Minuar), est sur le point de perdre son calme. Il a décidé d'enquêter lui-même sur le sort des quelque 5 000 réfugiés tutsis qui se terrent à l'église Sainte-Famille et à la paroisse Saint-Paul, d'où les miliciens ont emmené mardi puis exécuté une cinquantaine de jeunes hommes.

«Quand je pense que ces gamins font ça dans ce pays», dit-il, en montrant un groupe d'hommes hirsutes armés de machettes et vautreés au pied d'un arbre, je suis sûr qu'avec quelques blindés supplémentaires et une solide escorte pour assurer la protection de l'opération, ils s'envoleraient comme une nuée de moineaux. Mais l'heure n'est pas à la confrontation, et le milicien réclame aux Casques bleus une autorisation du préfet de Kigali pour laisser passer leur convoi. Deux heures plus tard, après une longue négociation, Tharcisse Remzah, le préfet accepte finalement d'accompagner le général qui menaçait de ne plus quitter la ville tant qu'il ne se serait pas rendu auprès des réfugiés. A peine le milicien a-t-il reconnu la voiture du préfet, que le banc est retiré et le convoi autorisé à pénétrer dans l'enceinte de la Sainte-Famille.

A l'intérieur de l'église, le spectacle est terrifiant. Il y a là des centaines d'enfants aussi hagards que leurs parents. Des vieux qui marchent avec peine et d'autres qui tentent de se lever pour voir la raison de cette animation. Chaque recoin de l'église est occupé par une natte ou un morceau de couverture, sur lesquels s'entassent des familles entières. La sacristie a été transformée en hôpital de fortune. Sur la trentaine de civières gisent de nombreux réfugiés atteints pour la plupart



Un réfugié rwandais dans le camp de Kabgaye.

« Il faut une force d'interposition »

Pour le président gabonais, Omar Bongo, la résolution adoptée mercredi par le sommet panafricain sur le Rwanda est insuffisante, car trop imprécise.

Tunis, envoyé spécial

Le président gabonais est avec le général Eyadéma (Togo) et le maréchal Mobutu (Zaire) l'un des «doyens» au pouvoir en Afrique francophone. Il estime «bâclé» l'accord sur le Rwanda. Explications.

LIBERATION. Tout le monde se félicite de la trêve proclamée au Rwanda. N'est-ce pas une réussite pour l'Afrique?

OMAR BONGO. Franchement, je vous dis non. Parce que la résolution qui a été adoptée est vide de sens. Elle ne précise ni la date de l'entrée en vi-

gueur du cessez-le-feu ni celle de l'arrivée à Kigali des Casques bleus supplémentaires. Elle ne précise pas non plus le début des négociations politiques et, enfin, elle ne dit rien de concret sur la reprise des accords d'Arusha, signés par feu le président

Habyarimana et les rebelles du FPR. Alors, en fait, ce ne sont que des recommandations. C'est insuffisant. L'Afrique aurait dû dire, très explicitement, ce qu'elle exige et elle aurait dû se donner les moyens de l'imposer aux belligérants.

LIBERATION. Alors, vous n'avez pas voté pour cette résolution?

O.B. Non, elle a été adoptée sans mon voix, en mon absence. Avec le soutien d'autres chefs d'Etat, j'ai ensuite fait une contre-proposition. Mais, apparemment, c'était trop tard...

LIBERATION. Il y a un an, lors du précédent sommet panafricain, on avait instauré un «mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits régionaux». Qu'en est-il?

O.B. Dans la pratique, hélas! cet instrument de règlement n'intervient pas. Peut-être, si notre nouveau président en exercice (le chef de l'Etat tunisien Ben Ali, ndr) s'y emploie avec la détermination qu'on lui connaît, ce mécanisme va-t-il devenir opérationnel. Mais sinon, c'est encore quelque chose qui ne marchera pas.

LIBERATION. N'y a-t-il pas un problème de relève en Afrique francophone? En cas de crise aiguë, il n'y a que les anciens — comme vous, le général Eyadéma ou le maréchal Mobutu — qui sont présents. Qu'en est-il de la «génération de La Baule», des nouveaux dirigeants africains?

O.B. Ils arrivent seulement. Alors, il faut qu'ils apprennent. On ne peut pas intervenir, ici ou là, sans savoir comment. Laissons-leur le temps: je suis sûr que, dans deux ou trois ans, ils sauront. Alors, ça va être dur pour...

LIBERATION. ...l'Occident?

O.B. (rires) ...pour nos interlocuteurs. Il n'y a pas que l'Occident. LIBERATION. L'Afrique du Sud, la grande espérance, d'un côté, et, de l'autre, le Rwanda, le drame: entre ces deux pôles, où va l'Afrique?

O.B. Je pense que l'Afrique se rapprochera du modèle sud-africain. Parce qu'il y a là — de la libération de Mandela par De Klerk jusqu'à l'élection de l'ancien prisonnier comme président — une leçon de démocratie que beaucoup d'entre nous auraient dû appliquer depuis longtemps, notamment dans le traitement de leur opposition. Au Rwanda, c'est encore la logique putschiste des coups d'Etat qui sévit. C'est toujours: «Ote-toi de là que je m'y mette...» Le président Habyarimana est mort non pas dans un accident mais victime d'un assassinat. Maintenant, si la trêve tient, il faut déployer une force d'interposition, évacuer les enfants et reprendre des négociations pour un gouvernement intérimaire, en attendant des élections.

Recueilli par Stephen SMITH

LIBERATION

VENDREDI 17 JUIN 1994 21

ou blessés par des éclats d'obus. Le mois dernier, un obus tiré par le front patriotique rwandais a traversé la toiture et explosé au milieu des réfugiés. On a relevé ce jour-là 15 morts et 140 blessés. Les deux secouristes tentent de soigner les malades ont depuis longtemps épuisé leur stock de médicaments. Elles ne comptent plus que sur les interventions ponctuelles du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les 3 500 réfugiés n'ont pas mangé depuis deux jours, à l'exception des nourrissons qui reçoivent des rations de lait en poudre et de flocons d'avoine qui suffisent à peine à les rassasier. Dans les jardins qui entourent l'église, les réfugiés guettent régulièrement la petite porte métallique par laquelle, selon plusieurs d'entre eux, les interahamwe — les miliciens hutus du MRND (Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement), le parti de l'ancien président Habyarimana — viennent chercher des réfugiés tutsis pour les abattre.

Séparée par un sentier gardé en permanence par des miliciens, la paroisse Saint-Paul abrite environ 1 500 réfugiés tutsis. C'est ici que les miliciens sont venus mardi prendre 53 jeunes hommes. Pétrifié par la présence des gendarmes qui escortent le préfet et le général de l'ONU, un groupe de jeunes réfugiés accepte après maintes précautions de témoigner. « Ils sont venus à 15, armés de Kalachnikov, et ont emmené tous ceux qui, selon eux, avaient fait des études. Ils nous connaissent parce qu'avant la guerre on habitait les mêmes quartiers », explique l'un d'eux. « On ne les a pas vu être tués sauf pour un qui a été abattu contre la clôture de la paroisse. Les autres ne sont toujours pas revenus », précise un autre, qui ne se fait pas d'illusion sur leur sort. Soudain, le long de la grille d'entrée où discutent le général et le préfet, les réfugiés aperçoivent une femme présentée comme une conseillère municipale de la ville. « C'est elle qui commandait les miliciens mardi et qui a participé à la sélection des réfugiés », affirment quatre jeunes tutsis. « Mme Odette » aurait apporté « l'autorisation signée par elle ».

« Mme Odette » est le bourgmestre, Jean Bizima et le ministre des Forces armées, « enlever les réfugiés ». Silencieuse, elle se tient long de la visite, elle ne parle pas le français. Elle ne parle pas le français.